

## Le contrat de travail ne peut prévoir une sanction pécuniaire prohibée par la loi.

Jurisprudence publié le 01/12/2010, vu 2095 fois, Auteur : Michèle BAUER, Avocat Bordeaux

Un contrat de travail prévoit que lorsqu'un VRP n'atteindra pas ses objectifs, il sera prélevé sur sa rémunération une participation au financement de son véhicule.

Est-ce légal, l'employeur peut-il insérer une telle clause ?

La Cour de cassation a répondu par la négative: ce procédé est fermement condamné et tombe sous le coup du principe de l'interdiction des sanctions pécuniaires.

Cette interdiction est d'ordre public et l'employeur ne pourra pas y déroger en insérant une clause dans le contrat de travail.

Arrêt du 20 Octobre 2010, Chambre sociale, source WK RH ICI

Contact: cabinet@michelebaueravocate.com <u>33 Cours Pasteur- 33 000 BORDEAUX</u> tél 05 47 74 51 50